

# Pour une Europe politique et une défense commune... les leçons de l'histoire

Par Jean Marsia \*

18 juillet 2016 13:18

Serge Vandaele

Les États membres de l'Union européenne (UE) décaissent pour la défense 200 milliards € par an, un tiers des Etats-Unis, mais nos capacités de défense n'atteignent pas 10% des américaines, car la paie des 1,5 millions de militaires européens, dont 95% ne sont pas utilisables en opérations extérieures, absorbe le gros des budgets. Chaque État achète son matériel militaire, c'est un surcoût de 13 milliards d'€ par an.

C'est que les fondateurs de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), trop imbus de leur souveraineté, n'ont pas suivi le conseil donné en 1951 par le général Eisenhower, alors commandant suprême de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : " *c'est seulement en réalisant son unité dans une fédération, que l'Europe obtiendra la sécurité*". Sans avoir défini une politique européenne de sécurité, ils ont conçu la Communauté européenne de défense (CED) de façon baroque. L'armée " européenne ", mais placée sous commandement américain, devait être " dirigée " par une Autorité supranationale, chargée de son organisation, de son équipement et de son financement. L'Autorité aurait été sous le contrôle de l'Assemblée parlementaire (non élue) et de la Cour de justice de la CECA. Heureusement, en 1954, l'Assemblée nationale française a refusé la prise en considération de la ratification du traité CED. L'OTAN a assuré depuis notre sécurité extérieure, son pilier européen étant une Union de l'Europe occidentale (UEO), végétative jusqu'en 1986 : l'Acte unique fonde l'Union européenne (UE) et la charge de la politique de relations extérieures et de sécurité. Le diplomate belge Alfred Cahen, secrétaire général de l'UEO, fait de celle-ci l'élément " défense " de l'UE et un pilier européen effectif de l'Alliance atlantique. Il déménage ses services de Londres à Bruxelles, crée des structures politico-militaires et lance dès 1987 une première opération, *Cleansweep*, pour déminer le golfe Persique. Puis le traité de Maastricht dispose que la Politique étrangère et de sécurité commune doit conduire à une défense commune, en s'appuyant sur l'UEO. En 1999, l'UE reprend à l'UEO ses moyens et ses missions. En dix ans, elle lance 23 missions dans les Balkans, le Caucase, l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient.

Mais, le 29 avril 2003, les chefs d'État et de gouvernement d'Allemagne, de France, du Luxembourg et de Belgique, envisagent de créer un quartier général européen. Les Britanniques se sentent dupés. L'échec du " traité constitutionnel ", en 2005, renforce les eurosceptiques. La volonté de faire progresser l'Europe de la défense disparaît et le traité de Lisbonne, censé fonder une défense européenne, reste lettre morte sur ce point. Le président du Conseil européen attend mars 2012 pour prendre conscience de ce que celui-ci n'a plus débattu de la défense depuis 2005. Cela a initié un processus qui a conduit les 28 chefs d'État et de gouvernement de l'UE à fixer, en décembre 2013, un plan d'action et un nouveau rendez-vous en juin 2015. Mais lors de celui-ci, l'examen des questions de défense est reporté au second semestre 2016.

Les dysfonctionnements dont nous pâtissons face au terrorisme et aux flux de réfugiés ou de migrants sont le résultat des manquements de nos gouvernements. Ils ont laissé l'insécurité régner depuis le nord de la Norvège jusqu'à l'est de l'Afghanistan, puis de là jusqu'à la Mauritanie, mais aussi à Paris et à Bruxelles. Ils

rendent impossible une défense et une sécurité efficaces, à un coût socialement acceptable. Ils affaiblissent l'Alliance atlantique, par le déséquilibre flagrant entre ses deux piliers, qui démotive les Américains d'en-core assurer notre défense. L'UE est absente sur la scène géostratégique.

Pour peser sur les relations internationales, pour garantir notre liberté, notre sécurité et notre défense, sans répéter les erreurs fatales à la CED, nous devons retrouver la vision d'Eisenhower et le savoir-faire d'Alfred Cahen. Incitons les petits États européens, particulièrement le BENELUX et les États baltes, à fonder les États-Unis d'Europe (EUE) !

Une fois constitués, les EUE attireraient progressivement ceux qui se croient encore souverains. Chargés des relations extérieures, de la défense et de la sécurité, les EUE auraient une influence bénéfique sur la gouvernance européenne, dans tous les domaines. Les EUE feraient rayonner nos valeurs, vers l'étranger, mais aussi vers les citoyens européens, en particulier vers les membres des services de sécurité et de secours et vers les militaires : elles seules peuvent soutenir la force morale dont ils ont besoin pour accomplir leur devoir.[1]

---

[1] Pour en savoir plus, voyez le site de la S€D [www.seurod.eu](http://www.seurod.eu), qui coopère pour ces questions avec Stand up for Europe, et Jean Marsia, *De l'École royale militaire de Belgique à une université européenne de Défense, La clé d'une Défense européenne, celle des Etats-Unis d'Europe !*, Bruxelles, Academic & Scientific Publishers, 2015.

\* Président de la Société européenne de défense AISBL (S€D) et membre du comité de soutien de Stand Up for Europe

Source: L'Echo

---

Copyright L'Echo